

À Grande-Synthe, l'invisible odyssée des migrants vietnamiens

Dernier arrêt avant l'Angleterre pour une dizaine de milliers de migrants par an, le bidonville de Grande-Synthe, près de Dunkerque, héberge aussi quelques centaines de Vietnamiens particulièrement exposés aux passeurs-mafieux. Enquête sur une migration fantôme.

10 septembre 2021



À l'entrée d'un campement, dans le bidonville de Grande-Synthe, une serviette qui sèche au vent laisse deviner l'origine de ses habitants. Photo : Nicolas Lee.

À droite, à gauche et en se penchant par-dessus le volant, Thomas Gauthier examine les environs du parking de la zone commerciale de Grande-Synthe. « Les CRS sont partout, ici. On va

éviter de se faire contrôler et de se choper une amende... » Bénévole depuis 2013 dans l'association Wise, qui vient en aide aux exilés dans le nord de la France, ce trentenaire à la barbe poivre et sel cherche à gagner un camp de migrants qui voit passer quelque 9 500 personnes par an.

Le bidonville se cache dans les bois à quelques centaines de mètres à peine d'un Auchan, invisible aux regards des clients qui s'affairent avec leurs caddies. La Kangoo rouge s'engage dans un chemin bordé d'arbres et débouche sur un parking poussiéreux. Thomas entreprend de décharger la voiture avec Karim, « pote de pote » venu donner un coup de main pour la première fois. « La majorité de la population, ici, est constituée de Kurdes d'origine irakienne, iranienne et turque, lui explique Thomas. Il y a des Pakistanais et depuis peu des Érythréens. Et aussi des Vietnamiens... » « Des Vietnamiens ? » Karim est étonné. Il n'en avait encore jamais entendu parler.

Une migration méconnue

Cette migration, méconnue du grand public, fait les gros titres en 2019, lorsqu'un **charnier de 39 corps** est découvert à l'intérieur d'un camion réfrigéré, à 30 kilomètres de Londres. En découle une opération de police qui conduit à l'arrestation de 26 personnes en France et en Belgique. La fermeture d'une filière qui ne met toutefois pas fin au trafic. « Il y a toujours environ une trentaine d'asiatiques dans le camp », observe Claire Millot de l'association d'aide aux migrants Salam.

Au début du mois de mai dernier, une centaine de Vietnamiens arrivent au camp du Puythouck sous le regard stupéfait des associations. « Ils avaient des valises à roulettes, étaient bien habillés. On avait du mal à croire qu'ils vivaient là », se souvient Thomas Gauthier. La communauté vietnamienne représente pourtant près d'un passage de la Manche sur cinq, révèle le commissaire Xavier Delrieu, chef de l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière (Ocrist).

« Toute la famille se mobilise pour réunir entre 30 000 et 40 000 euros pour payer le voyage. »

Dans les années 1970, les « boat people » fuyaient la crise humanitaire héritée de vingt années de guerre et l'effondrement du gouvernement du Sud Viêtnam. Aujourd'hui, ceux qui partent sont les laissés-pour-compte du développement économique. « C'est la pauvreté que fuient les Vietnamiens », observe Thi Hiep Nguyen. Chercheuse en littérature vietnamienne et en langue étrangère, elle a participé pendant près d'un an à une **enquête de terrain** sur la migration vietnamienne pour France Terre d'Asile.

Dans les centres de rétention administratifs (CRA) et les bidonvilles des Hauts-de-France, elle croise en majorité des hommes qui rêvent de l'eldorado britannique. À Londres et à Birmingham, elle rencontre des Anglais d'origine vietnamienne qui emploient des sans-papiers. « Certains gagnent beaucoup d'argent, comparé à leurs revenus au Vietnam – entre 1700 et 2300 euros – en travaillant dans des restaurants et des bars à ongles. »

Comparé à un **salaires minimum de 160 euros par mois**, le jeu semble en valoir la chandelle. « Toute la famille se mobilise pour réunir entre 30 000 et 40 000 euros pour payer le voyage. » L'objectif une fois sur place étant de rembourser la dette puis d'envoyer de l'argent au pays avant d'y retourner. « Les histoires de richesse et la prospérité apparente des voisins au village qui se construisent une belle maison incitent les personnes à partir », explique la chercheuse.

Du gage au servage

Mais les promesses de travail des trafiquants laissent souvent place au servage des migrants qui acceptent de s'endetter. C'est le cas des mineurs qu'accompagne Laura Duran de l'ONG Every Child Protected Against Trafficking (Ecpat UK). « Ils ne connaissent personne en Angleterre et sont sous l'emprise totale des passeurs », déplore-t-elle. Dans les groupes de parole qu'organise l'association, des adolescents de 15 ans racontent leur calvaire. « Certains travaillent dans des

fermes de cannabis, vivent dans des appartements où ils dorment à même le sol avec un seul repas par jour. Ils ont interdiction de sortir sans être accompagnés. D'autres sont exploités... »

La militante observe également que des mineurs pris en charge par les services sociaux retournent parfois auprès de malfaiteurs par crainte de représailles contre leurs familles restées au pays. « Les trafiquants exercent une grande influence sur les jeunes, ajoute-t-elle. Beaucoup estiment qu'ils ont cette dette envers eux et acceptent de travailler presque sans revenus, ou sans. Ils sont réduits à l'état d'esclaves modernes. »

Parfois, ces migrants se retrouvent également forcés de collaborer à des activités criminelles. Xavier Delrieu, le patron de l'Ocriest, mentionne des cas de traite liés au trafic de drogue en France. « Tous les ans, nous avons en moyenne une ferme de cannabiculture qui est démantelée, constate-t-il. Les prisonniers [vietnamiens] ne se rendent pas compte de l'exploitation qu'ils subissent. » Au printemps 2020, huit personnes sont interpellées près de Montargis : elles cultivaient du cannabis dans deux fermes **où des migrants vietnamiens auraient été contraints de travailler.**

Grande-Synthe, dernière étape de la route migratoire

Pour Mediacités, le commissaire Delrieu remonte la filière bien rodée par laquelle les trafiquants, aidés de banquiers et de mafieux, s'assurent de transporter, nourrir et héberger les migrants. « Ils partent en avion du Vietnam avec un visa de travail pour la Russie. Ils entament la traversée de l'Europe de l'Est en poids lourd et arrivent à Paris où ils sont logés par les réseaux locaux. De là, en taxi ou en camion, ils sont envoyés à Grande-Synthe où le passage de la Manche s'effectue en small boat [embarcation de fortune] ». La petite commune accolée à Dunkerque est donc la dernière étape d'une éprouvante route migratoire.

À l'un des points d'eau du bidonville de Grande-Synthe, un asiatique d'une vingtaine d'années se passe de l'eau sur le visage. Il a le teint gris

- est-il malade ? -, et une casquette de baseball vissée sur la tête. Il ne parle pas anglais, le français encore moins, mais tend son téléphone portable pour dialoguer. Sur l'écran s'affiche la page d'accueil d'un site de traduction automatique. Il explique qu'il va bien et souhaite aller en Angleterre pour travailler et aider sa famille restée au Vietnam. Avant de clore rapidement l'échange à l'arrivée de deux de ses compatriotes.

Arnaud Gabillat, coordinateur de l'association Utopia56, dégage alors une carte sur laquelle est inscrit un numéro d'urgence : « Problem ? » Il mime de la fièvre en imitant une respiration lourde et en s'essuyant le front. « You », il le désigne. « Call and we help ! » invite-t-il enfin en faisant le geste du téléphone. Il termine avec un sourire. Son interlocuteur le lui rend, agite un « au revoir » de la main et s'éloigne, le regard plongé dans l'écran de son mobile.

« Les passeurs leur demandent de se méfier des associations. Ils leur font croire que s'ils nous parlent, ils seront interpellés par la police », explique Arnaud Gabillat. Parler à des associations et à des journalistes, c'est prendre le risque de subir des violences et des intimidations de la part des trafiquants. Quelques semaines plus tôt, un Vietnamien a été poignardé dans le camp, raconte-t-il. « La violence pèse à chaque instant sur les personnes qui vivent ici. »

Isoler pour faire passer

Les différentes associations présentes à Grande-Synthe témoignent de la difficulté extrême d'entrer en contact avec les migrants vietnamiens. Claire Millot, de l'association Salam, admet que ces derniers viennent très peu les solliciter : « Ils ont leur nourriture, ils ont de l'eau et des vêtements et restent très discrets ». Le turnover lié à un rythme de passage soutenu empêche également les associatifs de tisser un lien ou d'avoir un interlocuteur fixe - à l'inverse d'autres communautés qui attendent parfois plusieurs mois avant d'effectuer la traversée.

Pour Mayliss, de l'association Solidarity border qui assure des maraudes de nuit, c'est aussi la barrière de langue qui rend le contact difficile. « On a des militants qui parlent arabe, parfois le kurde, mais personne ne parle le vietnamien malheureusement. » Reste que

maîtriser parfaitement la langue et partager des origines communes ne suffit pas non plus.

Thi Hiep Nguyen s'est rendue dans le bidonville baptisé « Vietnam city », **à Angres, démantelé en 2017**. Elle se rappelle de la suspicion des migrants à son égard. « Je parle le dialecte du centre du Vietnam, d'où ils sont originaires. Nous avons discuté de mon frère, prêtre catholique qu'ils connaissaient [les Vietnamiens présents dans le camp sont catholiques pratiquants]. Mais malgré ces connexions, nous n'avons parlé qu'une heure. »

Nous aurons encore moins de chance aujourd'hui. À Grande-Synthe, les passeurs accompagnent, surveillent et vivent avec les exilés. À cause de cette surveillance, les langues sont liées. Sauf en de rares exceptions. Thi Hiep évoque encore l'histoire d'une jeune femme qui l'a bouleversée. « Elle nous avait sollicités parce qu'elle était enceinte. C'était contre ses convictions religieuses, mais elle voulait avorter à tout prix... » La chercheuse ne peut que deviner le contexte de cette grossesse non désirée. « Peut-être était-ce après l'agression d'un passeur... Elle ne nous a rien dit. »

« Pour [les passeurs], ils ne sont qu'une marchandise à protéger »

Pour Laura Duran, l'invisibilisation et l'exclusion sont des stratégies employées par les mafieux pour garder le trafic dissimulé, tout en dissuadant les voyageurs de renoncer en cours de route. « Pour eux, ils ne sont qu'une marchandise à protéger. » Sur les 800 Vietnamiens ayant traversé la Manche en bateau depuis le début de l'année, selon un décompte de la police aux frontières au mois de juin, combien seront asservis ? Impossible à dire, reconnaît la salariée d'Ecpat UK. Mais la tendance semble être à la hausse, sans que l'on dispose toutefois de statistiques récentes.

Après 40 minutes passées à chercher des exilés vietnamiens, Thomas et Karim finissent par marquer une pause devant un campement vide. Le bénévole désigne une serviette éponge grise sur laquelle on reconnaît un visage asiatique accompagné de lettres en majuscules :

VIỆT NAM. Sur la parcelle désertée, un sachet de nouilles instantanées, des baguettes, un tube d'encens, de la sauce d'huître ou encore de la sauce piquante sriracha. Les lieux ne sont pas abandonnés – une rallonge serpente dans la forêt pour amener l'électricité dans les batteries portatives. Tout laisse supposer que le bivouac, prévu pour une dizaine de personnes, n'attend plus que l'escale des prochains voyageurs d'infortune.

Par Nicolas Lee